

Paru dans l(es) édition(s) : informations non précisées

Grandes écoles Pour ou contre les quotas de « pauvres » ?

Quelle est la position de Reims management school (RMS) dans la polémique qui oppose pro et anti quotas d'élèves défavorisés dans les grandes écoles ?

ON recense 12 % de boursiers à Sup'de co et 20 % dans l'ensemble des autres filières de RMS. On est loin de l'objectif des 30 % d'élèves boursiers dans les grandes écoles voulu par le gouvernement.

Petit rappel des faits : le 19 novembre dernier, le Premier ministre François Fillon tirait le premier, et à Reims s'il vous plaît, en engageant les grandes écoles à atteindre un objectif de 30 % de boursiers à la rentrée 2010, afin de lutter contre les inégalités sociales.

Richard Descoings s'énerve

La riposte est venue de Pierre Tapie, président de la conférence des grandes écoles et de l'Essec (l'une des plus prestigieuses écoles de commerce de France). Il s'est déclaré contre « toute forme de quotas », qui conduiraient, selon lui, inévitablement à une baisse du niveau. Il rappelle « que l'admission dans les grandes écoles est basée sur le mérite républicain » et que l'association des grandes écoles désapprouve, d'une manière générale, « la notion de quotas » et réaffirme que « les niveaux de concours doivent être les mêmes pour tous ».

Dans Le Monde du 5 janvier dernier, Richard Descoings, directeur de Sciences Po Paris, a jugé quant à lui « antisociale » la réaction du « lobby des grandes écoles ».

Pour lui, « elles sont menacées par leur défense absolue des privilèges garantis par l'Education nationale aux groupes sociaux les plus favorisés ».

Retour dans la seule grande école basée à Reims, RMS. « Nous sommes en grande partie d'accord avec la position de la conférence des grandes écoles », déclare François Bonvalet, directeur général de RMS. « Réserver un concours pour des personnes qui viendraient de milieux défavorisés reviendrait à créer une ségrégation. Pour nous, accueillir des étudiants de milieux sociaux et de pays différents n'est pas un problème -nous le faisons déjà- mais nous sommes attachés à un concours d'entrée identique pour tous. »

Le petit 12 % de boursiers de Sup'de co Reims contredit quelque peu l'esprit d'ouverture affiché par M. Bonvalet.

« Que l'Etat prenne ses responsabilités »

« Tout le monde est capable de réussir un concours s'il y est bien préparé », renchérit-il. « Tout se joue bien avant. Ce qu'il faut, c'est identifier assez tôt les élèves qui ont le potentiel pour faire des études supérieures et leur apporter le soutien nécessaire. Nous

n'avons pas vocation à reproduire des élites mais à les créer. »

« Un autre problème important est économique, ajoute-t-il, les frais de scolarité pendant les études supérieures sont estimés entre 30 000 et 70 000 euros. C'est pour cela qu'il faut que l'Etat prenne ses responsabilités en instaurant par exemple des bourses de vie pour ces élèves.

Nous sommes prêts à accueillir plus de boursiers mais il faut savoir que nous dépendons entièrement d'un financement privé. Ce qu'oublie de dire Richard Descoings, c'est que son école est payée entièrement par l'Etat alors que nous ne coûtions rien au contribuable. »

En tout cas, on attend avec impatience le prochain déplacement à Reims de François Fillon qui a su créer un vrai débat de fond sur le thème du « comment faire pour que les élites de demain ressemblent à la France de demain ».

Alexandre ROGER